



## Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 03 avril 2008)

**Hamadoun Touré (Porte-parole de l'ONUCI):** Bonjour Mesdames et messieurs. Bienvenue à ce point de presse hebdomadaire qui sera articulé autour de trois points. Le premier concerne les activités du Représentant spécial, Y.J.Choi. le deuxième aura trait au forum de Dimbokro que l'ONUCI a organisé le 02 avril dans cette ville, et le troisième sera un point militaire par le Porte-parole militaire, le Colonel [Mustapha] Dafir

En ce qui concerne le premier point, vous vous rappelez que la semaine dernière le Représentant spécial était à Freetown où il a participé à une réunion des Chefs de Mission de maintien de la paix en Afrique de l'Ouest. En plus de l'ONUCI, il y avait la mission des Nations Unies en Afrique de l'Ouest connue sous le sigle UNOWA, la mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) et le Bureau Intégré des Nations Unies en Sierra Leone [UNIOSIL]. La réunion a pris un point important en ce qui concerne la Côte d'Ivoire où les Chefs de Mission ont reconnu les progrès significatifs réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord Politique de Ouagadougou et de ses Accords complémentaires. Ils ont relevé que cette avancée avait été rendue possible grâce à l'engagement permanent des principaux dirigeants politiques ivoiriens à s'approprier le processus de paix avec l'appui du Facilitateur. A ce propos, ils ont encouragé ces dirigeants à poursuivre leurs efforts sans relâche en vue d'accélérer l'exécution de certaines tâches-clés envisagées par l'Accord Politique de Ouagadougou. Les Chefs de Mission ont noté les efforts soutenus de l'ONUCI dans l'appui apporté au processus de paix, y compris par son assistance au maintien de la paix et de la sécurité, par la mobilisation d'un financement adéquat et par la garantie d'élections crédibles conformes au mandat de certification assigné à l'ONUCI par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Voilà ce que je voulais vous dire sur la réunion de Freetown. C'était la 12ème réunion de haut niveau des chefs de missions de paix en Afrique de l'Ouest. Maintenant je vais passer la parole au chef du Bureau de l'information de l'ONUCI, Margherita Amodeo, qui va vous faire le point du forum de Dimbokro. Margherita, vous avez la parole

**Margherita Amodeo (chef du Bureau de l'information) :** Bonjour tout le monde. Comme Hamadoun vient de le dire, nous étions hier à Dimbokro où s'est tenu le forum avec la société civile qui a suivi les ateliers avec les différents groupes de la société civile, les chefs traditionnels, les femmes, les jeunes et médias. Au cours du forum, plusieurs de ces groupes ont évoqué la recrudescence des actes de viols et de violences contre les femmes et mentionné leur indignation. Et tous les groupes, d'une façon spontanée, se sont mis ensemble et ont rédigé un Appel, « l'Appel de Dimbokro » afin que ces actes cessent immédiatement et qu'on ne revoie plus jamais cela. Je vous lis maintenant cet Appel :

« Nous  
Chefs traditionnels,  
Femmes  
Jeunes et médias de Dimbokro,

Sommes réunis ce jour mercredi 02 avril 2008, en marge du forum de l'ONUCI sur la contribution de Dimbokro au processus de paix en Côte d'Ivoire.

Après avoir réaffirmé notre disponibilité à soutenir le processus de paix, tenons à lancer un vibrant appel tant aux populations et autorités de Dimbokro, qu'à celles de toute la Nation Ivoirienne, afin que cessent toutes formes de violences exercés contre les femmes et les enfants.

Nous condamnons fermement toutes les atteintes exercés contre les femmes sous forme de viols, assassinats et harcèlement de toutes sortes.

Nous nous réjouissons des progrès réalisés dans le processus de paix visant à conduire le pays vers la réconciliation nationale avec le soutien de l'ONUCI.

Nous saisissons cette opportunité pour en appeler à la vigilance les autorités nationales et internationales sur la gravité de ces faits qui portent atteinte à l'intégrité morale et physique de toutes les personnes qui en sont victimes ».

Je vous annonce également qu'un forum aura lieu à Abengourou le 9 avril et du 7 au 11 avril se tiendra à Yamoussoukro un séminaire de formation à l'attention des médias. Ce séminaire qui portera sur la couverture en période électorale est consécutif au séminaire que nous avons déjà organisé à Korhogo la semaine dernière. Merci

**HT :** Merci beaucoup. Naturellement la presse y est invitée. Le troisième point de ce point de presse a trait à l'application par l'ONUCI de la partie militaire de l'Accord Politique de Ouagadougou. Je voudrais maintenant donner la parole à mon collègue militaire, le Colonel Mustapha Dafir

**Col Dafir :** Merci Hamadoun, Mesdames messieurs bonjour. Conformément à l'Accord Politique de Ouagadougou signé le 4 mars 2007, la force de l'ONUCI a procédé au démantèlement de Zone de Confiance (ZDC) et depuis le samedi 15 septembre ses troupes se sont établies sur une ligne communément appelée « ligne verte ». Cette ligne imaginaire qui était jalonnée de 17 postes d'observation tenus par les forces de l'ONUCI ne compte plus que 2 postes d'observation. En effet, en fin mars, 03 postes ont été démantelés. D'une manière progressive, ce démantèlement a eu lieu et je vous rappelle qu'en janvier dernier on a démantelé 04 postes et en novembre 2007, on a démantelé 08 postes. Ce démantèlement se fait après une évaluation de la situation sécuritaire et en concertations avec toutes les parties concernées. Par ailleurs, la force de l'ONUCI, tout en se réjouissant des avancées positives dans la mise en œuvre de l'APO, reste déterminée à veiller à l'irréversibilité du processus de paix et continue son programme de redéploiement de ses unités pour un meilleur soutien du Centre de Commandement Intégré (CCI) dans la mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou. Merci.

**HT :** Merci Mon Colonel. Voilà vous avez entendu les trois interventions. Si vous avez des questions sur ce qui a été présenté, vous êtes prié de les poser, mais égalent si vous avez des questions sur l'ONUCI en général, nous sommes là pour y répondre et je vous prie d'identifier la personne à laquelle votre intervention s'adresse.

**Malika Kamara (ONUCI FM):** Ma question s'adresse à Mme Amodéo qui vient de lire un appel des autorités de Dimbokro concernant les violences faites à l'endroit des femmes et des enfants. Alors ces autorités lancent un appel aux autorités nationales mais aussi internationales, alors comment est-ce que l'ONUCI compte répondre à cet Appel pour que ces populations vivent dans la sécurité »

**MA :** L'Appel vient de la société civile. Ce sont les chefs traditionnels, les associations féminines, les jeunes et les médias de Dimbokro qui font appel aux autorités principalement pour qu'il y ait une meilleure sécurité et pour plus d'égard de la population à l'égard des femmes et une meilleure protection à l'égard des enfants. Ça c'est la moindre des choses et comme je l'ai dit, les populations ont exprimé leur ras le bol devant cette situation parce qu'il y a tellement de cas qui sont rapportés, spécialement un cas qui a retenu l'attention. C'est le cas d'une femme qui a été violée immédiatement après son mariage. Alors cela a été quelque chose de très difficile à imaginer et à expliquer et on est de tout cœur avec toutes ces victimes. Nous allons voir avec nos collègues du système des Nations Unies. Nous avons aujourd'hui une réunion avec le groupe des Agences des Nations Unies qui eux aussi traitent de la protection des droits des femmes et des enfants aussi bien par exemple UNFPA qui fait beaucoup dans le domaine de la protection de l'intégrité de la femme. Comment on peut nous de notre part engager une action pour aider ? Peut-être une campagne de communication à travers nos différentes possibilités sur le terrain et sur la radio. Mais nous lançons bien sûr un appel pour que la sécurité soit mieux assurée et aussi que le respect soit assuré de la part des uns et des autres.

**HT :** Il faut peut-être ajouter que notre section Genre ici à l'ONUCI travaille avec les associations féminines, attire l'attention de toutes les autorités sur ce problème mais de manière plus globale, les violences contre les femmes font partie des violations des droits de l'homme. Ce problème nous tient à cœur, nous faisons un rapport de manière régulière sur la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire mais également nous discutons avec les autorités compétentes, sans oublier ce que Margherita a dit et qui est très important: la sensibilisation. Parce qu'il ne suffit pas seulement de faire de la coercition, il faut aussi mettre dans la tête des gens qu'il ne faut pas infliger des violences aux femmes et aux enfants qu'on appelle généralement les groupes vulnérables. Merci beaucoup, nous nous retrouverons jeudi prochain.

\*\*\*\*\*

***Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:***

Margherita Amodeo, Directrice de l'Information, Tél. : +225-20233305 ; Portable : +225-05990313

Email: [amodeo@un.org](mailto:amodeo@un.org)

<http://www.onuci.org>